

Séance du 18 septembre 2008

Présents : Jean Arrufat, Jacques Bernard, Alain Blanquer, Christian Ollier, Hélène Marchal, Chantal Monnier-Pujol, Marie-Claude de Murcia, Laurent Gautreau, Jean-Philippe Cazabat, Christiane D'Halluin

Excusés : Pierre Usselmann,
Secrétaire de séance : Chantal Monnier-Pujol

Le procès-verbal du conseil municipal du 22 août 2008 est approuvé à 09 voix POUR et 1 ABSTENTION.

Ordre du jour :

1. Demande de subvention pour la restauration des archives communales.
2. Questions diverses

a. Demande de subvention pour la restauration des archives communales.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune a l'obligation d'assurer la conservation et la mise en valeur de ses archives. Les frais de conservation des archives constituent une dépense obligatoire.

Il présente les devis réalisés par l'Atelier QUILLET, pour la restauration de différents registres d'Etat Civil (1793 à 1812), de tables décennales et de matrices cadastrales.

Le montant total de la dépense s'élève à 1438,12 € TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de la restauration des registres sus mentionnés ;

DECIDE de demander les subventions les plus larges possibles auprès du Conseil Général de l'Hérault.

b. Questions diverses

a. Conseil communautaire du 17 septembre 2008

Le point essentiel du conseil communautaire du 17 septembre était le compte rendu de l'audit réalisé par un cabinet privé sur la gestion 2001/2007 de la CCC.

Il en ressort une situation financière inquiétante avec près de 3 millions d'euros de déficit en fonctionnement et de 9 millions de déficit au total. Les dépenses ont augmenté de 11% par an alors que les recettes n'augmentaient que de 9%.

La réalisation du centre aquatique (15 millions d'Euros) programmée par l'ancienne équipe mettrait en péril les finances de la CCC. Mais le projet ne peut pas être arrêté complètement car des sommes importantes ont déjà été engagées. Le projet sera donc revu à la baisse avec la réalisation d'une piscine couverte au coût plus raisonnable (9 millions d'euros quand même !) et avec d'importantes subventions de la Région et du département (6 millions d'Euros).

Il faudra tout de même trouver des solutions pour à la fois mieux dépenser et augmenter les recettes, c'est ce que débattrà un prochain conseil communautaire après la suite de l'audit consacré à l'avenir.

b. Des projets pour Lieuran

- Mise à disposition, à la mairie, de livres avec comme règle de jeu : « J'apporte un livre, je prends un livre. »

- Lectures en plein air (aux beaux jours, évidemment) pour les enfants ainsi qu'une connexion via internet pour des jeux.
- Des infos, en continu, dans le Petit Lieuranais sur la saison théâtrale, à Clermont

c. Réunion avec Mr DONNADIEU, Président du Syndicat Centre Hérault

A 20 heures arrivée de M. Donnadiou Président du syndicat Centre-Hérault, chargé de la gestion des déchets sur trois communautés de communes dont la nôtre.

La gestion des déchets a été déléguée par les communes, mais reste de leur responsabilité. Si le coût pour les usagers a énormément évolué, c'est aussi parce que la collecte a évolué parallèlement. On n'en est plus à jeter les déchets dans un trou sans savoir ce qu'ils deviennent et en polluant rivières et paysages. Aujourd'hui grâce à l'effort de chaque habitant et au travail du Syndicat Centre-Hérault, on recycle la majorité des déchets et on n'en enfouit plus que 16 %. Il faut savoir que c'est le déchet enfoui qui coûte le plus cher (75 € la tonne) et que donc plus on triera plus on économisera.

La question de la gestion des inertes est ensuite abordée.

Jusqu'à maintenant le syndicat ne s'occupait pas des inertes, car ils ne sont pas des déchets. Par définition les inertes sont stables, il s'agit des restes de chantier, gravats et terre dont les bois et plastiques ont été retirés. Mais plusieurs maires, dont celui de Lieuran-Cabrières, ont demandé l'aide du syndicat pour se mettre en conformité à la loi. En effet les décharges comme celle du plan de barrière à Lieuran-Cabrières sont illégales et devraient être fermées depuis des années. Le Préfet exige que ces décharges soient réhabilitées avant 2010, il le fera faire aux frais de la commune si celle-ci ne prend pas de disposition. Heureusement le syndicat centre Hérault accepte de nous aider avec un taux de subvention de 70 % et avec son aide technique pour la maîtrise du chantier.

Mais il va aussi falloir trouver des sites pour stocker ces inertes. Le site de la Socremex est techniquement intéressant, mais encore faut il régler le problème de la propriété du site, car on est sans nouvelle des propriétaires depuis des années. **M. le Maire et M. le Président du SCH rappellent que rien ne sera fait sans l'accord des riverains que nous tiendrons au courant des évolutions du dossier au fur et à mesure.**

La séance est levée à 21 h 30.

Vu par nous, Maire de la commune de Lieuran-Cabrières, pour être affiché le 22 septembre 2008.